

l'OTAN, que s'est-il passé exactement au sein de l'Alliance ?

De ces études de cas, Thies tire la conclusion que l'Alliance atlantique constitue une alliance unique et que sa persistance tient essentiellement à la nature démocratique des États qui la composent. Une alliance de démocraties libérales dispose de « forces cachées » (*hidden strengths*) qui lui permettent de surmonter les désaccords entre ses membres. En premier lieu, l'imperatif de légitimité : les démocraties recherchent et ont besoin de l'approbation ou du soutien des autres démocraties. En second lieu, l'interdépendance fait qu'elles ne jouent jamais sur un seul tableau : en dépit de la crise avec un ou plusieurs partenaires, la démocratie libérale entend préserver ses relations avec les autres partenaires et ses coopérations dans les autres domaines avec les alliés avec lesquels elle est en conflit sur un dossier (phénomène bien connu du *Linkage* en politique étrangère). En troisième lieu, on trouve la pratique et l'habitude de la coopération et de la consultation (p. 294-296). On peut cependant relever deux critiques majeures. La première est que la démonstration des facteurs causaux de la « survivabilité » de l'OTAN laisse le lecteur sur sa faim, dans la mesure où l'argument sur la nature démocratique n'est pas neuf¹ : l'auteur ne lui donne guère d'assise théorique alors que la littérature sur la paix démocratique pouvait fournir davantage d'arguments et de mécanismes pour expliquer le comportement d'alliance spécifique des démocraties. L'auteur passe sous silence et ne discute pas les travaux institutionnalistes expliquant la persistance et la transformation de l'OTAN qui se sont développés après la guerre froide. Il les mentionne pour préciser que sa critique ne s'adresse pas à ces travaux,

mais la discussion de l'apport de sa thèse aurait dû s'adresser à eux³.

Au-delà de ces critiques, *Why NATO Endures* est un ouvrage important, l'un des plus riches publiés sur l'Alliance atlantique ces dernières années, qui mérite toute l'attention de ceux qui s'intéressent à l'OTAN, aux alliances militaires, à la question de la démocratie en politique étrangère.

Bastien Irondelle -

Sciences Po Paris Centre d'études
et de recherches internationales (CERI)

La Cinquième République en perspectives ?⁴

La Cinquième République a eu 50 ans en 2008 mais cet anniversaire a été fêté dans la discrétion sinon la gêne, en dépit des efforts pour *Comprendre la Cinquième République*⁵ ou de la vogue des *Dictionnaires thématiques*⁶, où se lit la crise de l'histoire narrative, alors qu'un nombre toujours plus large d'historiens du temps présent sont à l'œuvre, acharnés à dépouiller archives, sondages mémoriels ou enquêtes sociologiques pour dévoiler, sous l'écorce des mots, la réalité nouvelle de la France dans la mutation du 20^e siècle. Tout a changé : les paysans quittent des campagnes reconverties dans le tourisme, l'essor démographique étonne une Europe qui stagne quand l'arrivée à maturité de nouvelles générations mieux éduquées les fait délaisser les vieilles structures – Églises, partis ou syndicats – pour se saisir des instruments nouveaux de la décentralisation ou des associations où elle réussissent si bien à se positionner en Europe ou dans le monde que ceux qui restent en arrière de la main.

1 L'ouvrage classique de Thomas Risse est cité incidemment et les travaux de Gaubatz ignorés (voir la note de bas de page 2 p. 740).

2 Anand Menon, Jennifer Welsh, « Understanding NATO's Sustainability: The Limits of Institutionalist Theory », *Global Governance* 17 (1) 2011 p. 81-94. C. Wallander, « Institutional Assets and Adaptability », art. cité Robert McCalla, « NATO's Persistence after the Cold War », art. cité James Duffield, « NATO's Function after the Cold War », *Political Science Quarterly* 109 (5) 1994-1995 p. 445-475. Gunther Hellmann, Rheinard Woolf, « Neo-realism and Neoliberal Institutionalism and the Future of NATO », *Security Studies* 3 (1) 1993 p. 3-43.

3 W. J. Thies, *Why NATO Endures*, op. cit. p. 2.

4 À propos de Marc Chevrier, Isabelle Gusse (dir.), *La France depuis De Gaulle. La Cinquième République en perspective*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010, 316 p. et de Philippe Teillet, *Jours de la Cinquième République*, Grenoble, [Presses] Universitaires de Grenoble, 2011 (Politique <en +>), 176 p., bibliographie.

5 Jean Garrigues, Sylvie Guillaume, Jean-François Sirinelli (dir.), *Comprendre la Cinquième République*, Paris, PUF, 2010.

6 Exemples chez Robert Laffont : la liste des excellents dictionnaires historiques de la collection Bouquins sur la Résistance, De Gaulle, La France libre, L'Algérie, etc.

s'inquiètent au point de s'interroger sur l'identité d'une France en pleine metamorphose

Deux livres de synthèse, l'un écrit par un collectif du Québec, l'autre par un universitaire de Grenoble, proposent leur coupe horizontale d'une société sans mémoire, puisqu'un même silence recouvre les circonstances ayant entouré le passage de la Quatrième à la Cinquième République. Feuilletant son agenda, Philippe Teillet propose six *Jours symboles* : le 8 janvier 1959, jour du discours d'intronisation de Michel Debré, choisi pour illustrer le poids nouveau d'une technocratie gouvernant au nom de l'intérêt général ; suit le 17 octobre 1961, sorti de l'oubli en raison de la présence d'une immigration qui conduisit à relire le roman national de façon moins édifiante que jadis ; ensuite, le 5 décembre 1965, le ballottage du général de Gaulle, lors de l'élection directe du chef de l'État, ouvre le temps des sondages qui vont pulvériser tous les ressorts du vieux modèle républicain ; le 8 janvier 1968 à Nanterre, Daniel Cohn-Bendit fait irruption, en porte-voix de problèmes socioculturels que le vieil agenda politique avait voulu ignorer ; le 16 septembre 1969, le discours sur la nouvelle société en est la conséquence *soft*, mais son échec annonce ceux d'une « deuxième gauche », aussi riche d'idées que démunie devant le suffrage universel, alors que le 5 décembre 1976, la création d'un RPR illustre le dynamisme partisan d'un gaullisme renoué, dont le paradoxe aura été de se déclarer hostile au « régime des partis », tout en construisant une belle machine électorale, qui obligera adversaires et successeurs à faire de même. Le 13 mars 1977, jour des élections municipales gagnées par la jeune Union de la gauche, le montre en annonçant la prochaine alternance, même si le 30 octobre 1980, la candidature de Coluche est vue comme une « crise de la représentation », appelée à devenir le *topos* d'une vie politique où l'abstention ne va plus cesser de grandir. Enfin, le 6 juin 2000, la loi sur la parité est présentée moins comme un succès que comme le signe de la longue résistance masculine. Tel est le panorama proposé, selon un découpage si arbitraire que la conclusion en propose un autre, non sans noter que ce temps fut aussi celui de l'accès aux responsabilités des catholiques de gauche, dont Mendès France aura été le héros malheureux et involontaire.

Sur l'autre rive de l'Atlantique, les universitaires du Québec ont moins de pudeur. Et si des Français bien connus – Bastien François, Jean Bauberot et Nicolas Tenzer – sont là, tous dans leur spécialité, c'est évidemment le regard affranchi de ces « Américains parlant français » qui intéresse. Et le chapitre le plus décoiffant est celui qui, traitant d'un « monument appelé de Gaulle », ne veut le voir dans les seuls sites d'Internet, de la télévision, riche des archives de l'INA, et bien sûr des différents lieux ouverts par la Fondation de Gaulle. Et Isabelle Gusse de se déclarer sidérée par le dynamisme des présentations, très éloignées de la poussière ou de la naphthaline qui était attendue. Si bien qu'ayant noté que ni la laïcité, ni la centralisation, ni la journée de travail, ni la mission culturelle de la télévision n'étaient plus ce qu'elles étaient, la conclusion s'impose : éclates au miroir d'une diversité sans pareille, les Français séparés par les idées, la religion, la mémoire et le rapport au métier, ne sont finalement unis que dans le culte d'une histoire dont la dernière figure a été celle d'un général si merveilleusement démodé qu'il en devient intemporel, « dernier roi » à avoir sonné le clairon de la gloire et de la liberté des peuples.

Des lors, tout s'éclaire : il est vain de séparer la Cinquième République des circonstances où elle est née : juin 1940 qui, contre la politique de l'Armistice, a permis à la France de 1945 de s'élever du côté des vainqueurs, et avril 1961 qui, brisant une armée de colonels égarés dans une politique passiste, a remis la France dans le concert des Nations unies pour défendre la paix. Le hasard de l'édition permet heureusement de combler ces lacunes avec deux livres traitant de la force des armes liée à celle des principes : celui de Maurice Vaisse sur l'échec d'un Putsch d'Alger¹ mettant fin à plus d'un siècle de demi-civisme et celui de Dominique Schnapper² racontant la lente montée en puissance d'un Conseil constitutionnel qui permet à la République d'aujourd'hui de renouer avec la France de toujours, même si, scellées dans le silence de la rue Montpensier, les retrouvailles n'ont pas encore trouvé auprès des historiens l'écho capable de les inscrire dans la longue durée.

Odile Rudelle -

Centre de recherches politiques de Sciences Po
(Cevipof)

1 Maurice Vaisse *Comment de Gaulle fit échouer le putsch d'Alger* Bruxelles : André Versaille Editeur 2011

2 Dominique Schnapper *Une sociologue au Conseil constitutionnel* Paris : Gallimard 2010